

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 30/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**DERICHEBOURG (ex : VALRECY)**

119 avenue du Général Michel Bizot  
75012 PARIS

Références : 409/RAPVI/CC/IC230041  
Code AIOT : 0010000409

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 sur le site anciennement exploité par la société VALRECY et implanté Rue Henri IV 28190 ST GEORGES SUR EURE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALRECY
- Rue Henri IV 28190 ST GEORGES SUR EURE
- Code AIOT : 0010000409
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du site, objet du présent rapport, a initialement été autorisée par arrêté préfectoral n°2595 du 31/07/1991 délivré au profit de l'entreprise Sepchat pour des activités de récupération de déchets de métaux (surface utilisée : 8 000 m²).

L'exploitant bénéficie d'un arrêté préfectoral complémentaire du 13/07/2006 et du 06/12/2012 portant agrément pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sous le numéro PR 28 00006 D (« démolisseur ») pour une admission annuelle maximale de :  
– 5 000 véhicules hors d'usage ;  
– 12 000 tonnes de déchets de métaux et d'alliages ferreux et non ferreux.

Le site de la société SEPCHAT 28 se situe sur la parcelle n°23 section AD de la commune de Saint-Georges-sur-Eure dans la zone d'activité de la Vallée Renault.

Le site est mitoyen de celui de la société TRI Environnement, situé sur la parcelle n°24 section AD de la commune de Saint-Georges-sur-Eure.

Une partie de la parcelle n°25 section Y de la commune de Saint-Georges-sur-Eure a également été utilisée par les sociétés SEPCHAT 28 et TRI Environnement

Par courrier du 12 janvier 2015, le groupe SLG Recycling, détenteur des sociétés SEPCHAT 28 et TRI Environnement, informait le Préfet d'Eure-et-Loir du changement d'exploitant du site TRI Environnement au bénéfice de la société SEPCHAT 28.

Par courrier du 23 janvier 2017, la société VALRECY, détenue par le groupe DERICHEBOURG, informait le Préfet d'Eure-et-Loir du changement d'exploitant des sites SEPCHAT 28 au profit de la société VALRECY. Le Préfet d'Eure-et-Loir a indiqué à la société VALRECY, par courrier du 30 janvier 2017, qu'il prenait bien acte de ce changement d'exploitant.

L'inspection du 12 décembre 2022 a permis de constater que le site est désormais exploité par Cap Recyclage 28 depuis septembre 2020. Cette dernière exerce une activité de transit, de regroupement et de tri des déchets industriels soumise à déclaration. Le nouvel exploitant a repris l'ensemble du site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite de récolement dans le cadre de la cessation d'activité de la société VALRECY

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mémoire de cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-3-I	VI du 02/08/2018 (D4)	Sans objet
4	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-1-II et III	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification de cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-1-I	/	Sans objet
2	Usage futur du site	Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-2-II	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous. Il convient de noter que les prescriptions des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement dont il est fait mention dans le présent rapport sont applicables aux cessations d'activité déclarées avant le 1<sup>er</sup> juin 2022.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Notification de cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-1-I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification de cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35 [...].
<b>Constats :</b> La notification de la cessation d'activité a été réalisée.
<b>Observations :</b> Par courrier en date du 20/02/2020, l'exploitant a notifié au Préfet la mise à l'arrêt définitif de ses installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 31/07/1991 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 13/07/2006 et du 06/12/2012 au titre des rubriques 2712, 2713-1 et 2718-1 de la nomenclature ICPE.  Le site est actuellement occupé par la société Cap Recyclage 28 qui poursuit une activité similaire mais qui n'a pas repris les activités de la société Valrecy en effectuant un changement d'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Usage futur du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-2-II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Usage futur du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation [...] ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.  En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable [...].
<b>Constats :</b> L'avis du maire et du propriétaire du terrain a été sollicité sur l'usage futur industriel du site.
<b>Observations :</b> La société Valrecy a proposé dans son courrier du 20/02/2020 que l'usage futur du site soit industriel et a sollicité l'avis du maire à ce sujet. L'avis du propriétaire du terrain, a également été sollicité concernant l'usage futur du site, par courrier en date du 17/08/2020.  Par la suite, l'exploitant a fait savoir au Préfet que la mairie et le propriétaire n'ont pas apporté de réponse à ces sollicitations dans le délai imparti de 3 mois, leur avis est donc réputé favorable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Mémoire de cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-3-I										
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mémoire de cessation d'activité										
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI du 02/08/2018 (D4)										
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation.</p> <p>Les mesures comportent notamment :</p> <p>1°- Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;  2°- Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;  3°- En cas de besoin, la surveillance à exercer ;  4°- Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage [...].</p>										
<p><b>Constats :</b> Un mémoire de cessation d'activité a été déposé. Il doit être complété par les éléments demandés par courrier du 19 mai 2022.</p>										
<p><b>Observations :</b> Constat du 02/08/2018 (D4) : L'exploitant précise que les dernières activités enregistrées sur son site remontent à 2016, et qu'il ne souhaite pas engager, dans l'immédiat, une procédure de cessation totale d'activités afin de conserver le bénéfice de son autorisation ; son site étant susceptible d'être utilisé ponctuellement pour le stockage provisoire de bennes. Il affirme toutefois avoir entamé la démarche de cessation d'activités pour l'activité VHU. L'exploitant transmet un dossier de cessation d'activité partielle concernant l'arrêt de l'activité de centre VHU.</p> <p>L'exploitant a transmis le 22/10/2020 à la Préfecture d'Eure-et-Loir un mémoire de cessation d'activité réalisé par le bureau d'études Entime et comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la liste des parcelles cadastrales concernées ainsi qu'un plan délimitant l'emprise du site ;</li> <li>-les éléments relatifs à l'étude historique, documentaire et mémorielle de la zone investiguée ;</li> <li>-les éléments relatifs à la vulnérabilité des milieux ;</li> <li>-les investigations réalisées sur les sols et l'interprétation de leurs résultats ;</li> <li>-la mise en sécurité du site.</li> </ul> <p>S'agissant du diagnostic des sols et des eaux souterraines, une étude d'évaluation environnementale (réf : 16 033RA 001 01) a été réalisée le 21/07/2016 par la société TERE0 et les résultats des sols ont mis en évidence à l'échelle du site un impact significatif diffus en hydrocarbures totaux et en éléments traces métalliques. Un impact significatif ponctuel en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) au droit du sondage S23 a aussi été constaté.</p>										
Paramètres (mg/kg MS)	Valeurs de références	Points de sondage								
		S3	S5	S6	S14	S15	S16	S22	S23	S27
HCT C10-C40	500	972	619	0	524	648	558	629	632	728
Cadmium	0,76	2	0	5	0	3	1	0	0	19
Cuivre	25,49	43	0	96	0	77	46	44	0	329
Plomb	47,83	126	0	1 200	78	186	171	100	0	2 400
Zinc	103,155	149	0	12 200	347	1 290	328	158	114	1 760

Les résultats analytiques ont aussi permis de constater l'absence de contamination significative dans les eaux souterraines malgré la détection d'hydrocarbures C10-C40 et de nickel au droit des piézomètres Pz1 et Pz2, respectivement localisés à l'amont et à l'aval hydrogéologique du site.

En cas de cessation d'activité et de reprise du site pour un usage industriel, la société TERE0 a recommandé la réalisation :

- d'un plan de gestion pour évaluer si aucun risque sanitaire et/ou environnemental ne doit être considéré en fonction de la nouvelle activité envisagée ;
- de préconisations susceptibles d'être émises, notamment concernant la réalisation de mesures de gaz et de suivi sur les eaux souterraines ;
- d'une estimation précise de l'étendue des pollutions identifiées qui peut s'avérer nécessaire pour évaluer d'éventuels coûts de dépollution.

Par courrier du 19/05/2022, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de fournir les éléments en réponse aux recommandations de surveillance de l'environnement du site émises dans l'étude d'évaluation environnementale du 21/07/2016.

Aucune réponse n'a été apportée à ce jour à l'inspection des installations classées. Il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments demandés par courrier du 19/05/2022.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Mise en sécurité du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-1-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;  2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;  3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;  4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.  III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
<b>Constats :</b> A l'exception de la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, la mise en sécurité du site est achevée et l'installation est actuellement exploitée par Cap Recyclage 28. Comme indiqué dans le courrier du 19 mai 2022, il appartient à l'exploitant de justifier des mesures de surveillance de l'environnement pour achever la mise en sécurité du site.
<b>Observations :</b> Dans son mémoire de cessation d'activité adressé le 22/10/2020, l'exploitant a présenté les mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site.  L'ensemble des déchets ont été évacués du site et l'exploitant a joint des photos à l'appui.  Les accès sont limités par un portail fermant à clé et le site est entièrement clôturé.  Le site n'est pas alimenté en gaz naturel.  L'exploitant a précisé dans son mémoire de cessation d'activité que le site a été remis en activité le 17/09/2020 par un nouvel exploitant.  Lors de la visite du 12/12/2022, l'inspection des installations classées a constaté que le site est désormais exploité par la société Cap recyclage 28. Cette dernière exerce une activité de transit, de regroupement et de tri des déchets industriels soumise à déclaration (rubriques 2517, 2710, 2711, 2713, 2714, 2715, 2716 et 2718 de la nomenclature). Toutes les installations ont été reprises par Cap recyclage 28 (un bâtiment de stockage de métaux, un local administratif, un bâtiment de stockage de déchet inerte banal, un pont bascule et les cases de stockage).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet